
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 56

Bill No. 56

Loi modifiant la Loi de la curatelle
publique et la Loi de la protection du
malade mental

An Act to amend the Public Curatorship
Act and the Mental Patients Protection
Act

Première lecture

First reading

M. PARENT

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



Projet de loi n° 56

Loi modifiant la Loi de la curatelle publique et la Loi de la protection du malade mental

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi de la curatelle publique (1971, chapitre 81) est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

« *a*

2. L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **5.** Les livres et comptes du curateur public sont vérifiés au moins une fois l'an par un vérificateur nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le rapport du vérificateur accompagne le rapport annuel du curateur public.

Le vérificateur est rémunéré à même les honoraires perçus par le curateur public. »

3. L'article 6 de cette loi est modifié:

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots « surintendant ou directeur médical de l'hôpital » par les mots « directeur ou de l'adjoint du directeur des services professionnels du centre hospitalier »;

b) en remplaçant, dans la première ligne du deuxième alinéa, les mots « Le surintendant ou directeur médical » par

Bill No. 56

An Act to amend the Public Curatorship Act and the Mental Patients Protection Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Public Curatorship Act (1971, chapter 81) is amended by replacing paragraph *a* by the following:

“(a) “hospital centre”: a hospital centre within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);”.

2. Section 5 of such act is replaced by the following:

“**5.** The books and accounts of the public curator shall be audited at least once each year by an auditor appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

The report of the auditor shall accompany the annual report of the public curator.

The auditor shall be remunerated out of the fees collected by the public curator.”

3. Section 6 of such act is amended:

a) by replacing the words “superintendent or medical director of the hospital” in the sixth and seventh lines of the first paragraph by the words “director or the assistant to the director of professional services of the hospital centre”;

b) by replacing the words “the superintendent or medical director” in the fourth line of the second paragraph by the

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet vise principalement à apporter des amendements à la Loi de la curatelle publique (1971, chapitre 81). Les principales modifications sont les suivantes:

L'article 2 désigne comme vérificateur des livres du curateur public un vérificateur indépendant.

L'article 3 donne à l'adjoint du directeur des services professionnels d'un centre hospitalier le pouvoir d'émettre le certificat attestant l'incapacité d'une personne, souffrant de troubles mentaux, d'administrer ses biens.

L'article 4 confère au curateur public le droit d'exiger qu'une personne soit soumise à un examen clinique psychiatrique.

L'article 8 précise que si un tribunal décide de nommer un administrateur provisoire à une succession, cet administrateur doit être le curateur public.

L'article 12 oblige les tuteurs et curateurs à soumettre au curateur public une copie de leur reddition de compte.

L'article 14 donne au curateur public le pouvoir de réclamer des honoraires pour la surveillance administrative des biens placés sous tutelle ou curatelle.

Les articles 18 et 19 du projet sont des modifications de concordance apportées à la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44).

EXPLANATORY NOTES

The main purpose of this bill is to bring a certain number of amendments to the Public Curatorship Act (1971, chapter 81). The principal amendments are the following:

Section 2 designates an independent auditor to audit the books of the public curator.

Section 3 gives to the assistant to the director of professional services of a hospital centre the power to issue a certificate attesting the incapacity of a person suffering from mental disorders to administer his property.

Section 4 enables the public curator to require that a person be submitted to a clinical psychiatric examination.

Section 8 specifies that where a court decides to appoint a provisional administrator to a succession, that administrator must be the public curator.

Section 12 requires tutors and curators to submit to the public curator a copy of the accounts they have rendered.

Section 14 gives the public curator the power to claim fees for the administrative supervision of property under tutorship or curatorship.

Sections 18 and 19 of the bill are amendments of concordance brought to the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44).

les mots « Le directeur des services professionnels ou son adjoint ».

4. Cette loi est modifiée en ajoutant, après l'article 7, le suivant:

« **7a.** Le curateur public peut, en la manière prévue par les articles 13 à 19 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44), demander l'examen psychiatrique d'une personne qui refuse de se soumettre à tel examen s'il a obtenu d'un médecin un certificat attestant que la personne souffre de troubles mentaux, est susceptible de mettre en danger ses biens ou ceux d'autrui et qu'elle devrait subir un examen clinique psychiatrique dans un centre hospitalier.

Seul un médecin ayant droit d'exercice au Québec et qui n'est ni parent ni allié de la personne concernée peut émettre un tel certificat.

L'ordonnance du juge est signifiée par le greffier de la cour à la Commission de révision instituée par l'article 30 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44), laquelle est, par le fait même, chargée de réviser la décision au fond. »

5. L'article 8 de cette loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes du paragraphe *a*, les mots « surintendant ou le directeur médical de l'hôpital » par les mots « directeur ou l'adjoint du directeur des services professionnels du centre hospitalier ».

6. L'article 11 de cette loi est abrogé.

7. L'article 12 de cette loi est modifié en retranchant le paragraphe *d*.

8. Cette loi est modifiée en ajoutant, après l'article 15, le suivant:

« **15a.** Chaque fois qu'un tribunal ou un juge décide de nommer un administrateur provisoire aux biens d'une succession, cet administrateur doit être le curateur public.

La requête demandant la nomination d'un tel administrateur doit être signifiée au procureur général, avec avis de la date

words "the director of professional services or his assistant".

4. Such act is amended by adding, after section 7, the following:

"**7a.** The public curator may, in the manner provided for by sections 13 to 19 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44), request the psychiatric examination of a person who refuses to undergo such examination if he has obtained from a physician a certificate attesting that the person is afflicted with mental disorders, might endanger his property or that of others and that he should undergo a clinical psychiatric examination in a hospital centre.

Only a physician entitled to practise in the province of Québec who is not related or allied to the person concerned may issue such a certificate.

The order of the judge shall be served by the clerk of the court upon the Board of Review instituted by section 30 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44), which is thereupon entrusted with reviewing the decision on its merits."

5. Section 8 of such act is amended by replacing the words "superintendent or medical director of the hospital" in the first and second lines of paragraph *a*, by the words "director or assistant to the director of professional services of the hospital centre".

6. Section 11 of such act is repealed.

7. Section 12 of such act is amended by striking out paragraph *d*.

8. Such act is amended by adding, after section 15, the following:

"**15a.** Whenever a court or a judge decides to appoint a provisional administrator to the property of a succession, such administrator must be the public curator.

The motion requesting the appointment of such an administrator must be served upon the Attorney-General, with a notice

de sa présentation, au moins dix jours avant cette date.

Cette requête doit aussi être signifiée aux personnes désignées par le juge en la manière qu'il prescrit. »

9. L'article 16 de cette loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

« Il peut, pour les fins du Livre huitième du Code de procédure civile, tant en demande qu'en défense, se présenter lui-même devant le tribunal ou s'y faire représenter par un membre de son personnel ou par toute autre personne qu'il autorise par écrit, à l'exclusion d'un avocat ou d'un agent de recouvrement. »

10. L'article 24 de cette loi est modifié en remplaçant, dans la neuvième ligne du premier alinéa, le mot « civile » par les mots « civile ou des formalités plus avantageuses pour l'administré et autorisées par le juge ».

11. L'article 26 de cette loi est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, les chiffres « \$1200 » par les chiffres « \$1500 ».

12. L'article 31 de cette loi est modifié :

- a) en remplaçant, dans la sixième ligne, les mots « ainsi qu'un » par le mot « , un » ;
- b) en remplaçant, dans la dernière ligne, le mot « financier. » par les mots « financier ainsi qu'une copie de leur reddition de compte. »

13. L'article 32 de cette loi est modifié en ajoutant les alinéas suivants :

« Dès la destitution ou, si le tribunal l'ordonne, dès la demande en destitution, et jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur ou curateur, le curateur public agit d'office comme tuteur ou curateur.

Il a sur la personne et sur les biens de l'incapable ou, si un tuteur ou un curateur à la personne est nommé, sur les biens seulement, les pouvoirs et obligations d'un tuteur; toutefois, il n'a pas la garde de la personne. »

14. L'article 37 de cette loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot « confiés, » par les suivants : « confiés ou pour la surveillance des biens placés sous tutelle ou curatelle, ».

of the date of its presentation, at least ten days before such date.

Such motion must also be served upon the persons designated by the judge in the manner he prescribes."

9. Section 16 of such act is amended by adding the following paragraph:

"He may, for the purposes of Book Eight of the Code of Civil Procedure, whether as plaintiff or defendant, appear before the court himself or be represented before it by a member of his staff or by any other person he authorizes in writing, except a lawyer or a claims agent."

10. Section 24 of such act is amended by replacing the word "Procedure" in the ninth line of the first paragraph by the words "Procedure or formalities more advantageous to the person under his administration and authorized by the judge".

11. Section 26 of such act is amended by replacing the figure "\$1200" in the last line by the figure "\$1500".

12. Section 31 of such act is amended:

- (a) by replacing the words "and an" in the seventh line by the word ", an";
- (b) by replacing the word "year." in the last line by the words "year and a copy of their accounts rendered."

13. Section 32 of such act is amended by adding the following paragraphs:

"Upon removal or, if the court so orders, upon the demand for removal, and until the appointment of a new tutor or curator, the public curator shall, *ex officio*, act as tutor or curator.

He shall have, over the person and the property of the incapable person or, if a tutor or curator to the person is appointed, over the property only, the powers and obligations of a tutor; however, he shall not have the custody of the person."

14. Section 37 of such act is amended by replacing the word "him," in the third line by the words "him or for the supervision of property under tutorship or curatorship,".

15. L'article 39 de cette loi, modifié par l'article 12 du chapitre 68 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe *b*, les mots « le surintendant ou directeur médical d'un hôpital » par les mots « le directeur ou l'adjoint du directeur des services professionnels d'un centre hospitalier »;

b) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *c*, les mot et chiffres « 9, 10 et 11 » par les suivants: « 9 et 10 »;

c) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe *e*, le mot « gestion; » par les mots « gestion ou dont il a la surveillance; »;

d) en remplaçant le paragraphe *j* par le suivant:

« *j)* pour établir le délai dans lequel un tuteur ou un curateur doit transmettre les documents prévus par l'article 31; ».

16. L'article 41 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **41.** Tout détenteur de deniers destinés au remboursement d'obligations, débiteures ou autres emprunts semblables et qui n'ont pas été réclamés dans les trois ans de l'échéance, tout assureur qui a émis une police d'assurance dont le bénéficiaire est introuvable ou toute personne en possession d'une telle police doit immédiatement faire une déclaration à cet effet au curateur public. »

17. L'article 44 de cette loi est abrogé.

18. L'article 10 de la Loi de la protection du malade mental (1972, chapitre 44) est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« Les devoirs prévus par les alinéas précédents peuvent être accomplis par l'adjoint du directeur des services professionnels. »

19. L'article 30 de cette loi est modifié en insérant, dans la cinquième ligne, après le mot « loi », les mots « ou à l'article 7*a* de la Loi de la curatelle publique (1971, chapitre 81) ».

20. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

15. Section 39 of such act, amended by section 12 of chapter 68 of the statutes of 1972, is again amended:

(a) by replacing the words "the superintendent or medical director of a hospital" in the second and third lines of paragraph *b* by the words "the director or the assistant to the director of professional services of a hospital centre";

(b) by replacing the word and figures "9, 10 and 11" in the third line of paragraph *c* by the following: "9 and 10";

(c) by replacing the word "him;" in the third line of paragraph *e* by the words "him or which is under his supervision;";

(d) by replacing paragraph *j* by the following:

"*(j)* to establish the delay within which a tutor or curator must send the documents provided for in section 31;".

16. Section 41 of such act is replaced by the following:

"**41.** Every holder of moneys intended to repay bonds, debentures or other similar loans which have not been claimed within three years from maturity, every insurer who has issued an insurance policy the beneficiary of which is untraceable and every person in possession of such a policy must immediately make a declaration to that effect to the public curator."

17. Section 44 of such act is repealed.

18. Section 10 of the Mental Patients Protection Act (1972, chapter 44) is amended by adding, at the end, the following paragraph:

"The duties provided for in the preceding paragraphs may be performed by the assistant to the director of professional services."

19. Section 30 of such act is amended by inserting after the word "act" in the fourth line, the words "or section 7*a* of the Public Curatorship Act (1971, chapter 81)".

20. This act shall come into force on the day of its sanction.